



GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice financier et le quatrième trimestre terminés le 26 décembre 2020

En date du 26 février 2021

TABLE DES MATIÈRES

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs.....	<u>3</u>
2. À propos de Colabor.....	<u>4</u>
2.1 Aperçu du profil de la Société.....	<u>4</u>
2.2 Développements d'entreprise de 2020.....	<u>5</u>
2.3 Stratégies de développement et perspectives d'avenir.....	<u>7</u>
2.4 Indicateurs de performance financière clés.....	<u>9</u>
2.5 Faits saillants annuels des trois derniers exercices.....	<u>10</u>
3. Résultats d'exploitation et financiers.....	<u>11</u>
3.1 Résultats d'exploitation.....	<u>11</u>
3.1.1 Ventes sectorielles.....	<u>11</u>
3.1.2 Charges opérationnelles.....	<u>12</u>
3.1.3 BAIIA ajusté.....	<u>13</u>
3.1.4 Frais non liés aux opérations courantes.....	<u>15</u>
3.1.5 Amortissements.....	<u>15</u>
3.1.6 Charges financières.....	<u>16</u>
3.1.7 Impôts sur le résultat.....	<u>16</u>
3.1.8 Résultat net.....	<u>17</u>
3.2 Situation financière.....	<u>18</u>
3.3 Autres variations importantes de la situation financière.....	<u>19</u>
3.4 Données liées aux actions en circulation.....	<u>20</u>
3.5 Flux de trésorerie.....	<u>20</u>
3.6 Ressources en capital.....	<u>21</u>
4. Activités abandonnées.....	<u>23</u>
5. Résumé des derniers trimestres.....	<u>26</u>
6. Mesures de performance non conformes aux IFRS.....	<u>27</u>
7. Transactions entre parties liées.....	<u>28</u>
8. Transactions hors bilan.....	<u>28</u>
9. Éventualité.....	<u>29</u>
10. Risques et incertitudes.....	<u>29</u>
11. Estimations et jugements significatifs.....	<u>29</u>
12. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière.....	<u>30</u>
13. Nouvelle convention comptable adoptée au cours de l'exercice en cours.....	<u>31</u>
14. Instruments financiers.....	<u>34</u>
15. Événements postérieurs à la date de clôture.....	<u>35</u>

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat net, le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du quatrième trimestre et de l'exercice financier clos le 26 décembre 2020. Les chiffres du quatrième trimestre ne sont pas audités tandis que les chiffres présentés pour l'exercice sont audités. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et leurs notes annexes pour l'exercice terminé le 26 décembre 2020. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers peuvent être consultés à www.sedar.com et à www.colabor.com.

Énoncés de nature prospective

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Colabor et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Colabor juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement à la rubrique 2.3 Stratégies de développement et perspectives d'avenir du présent rapport de gestion. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Colabor. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique 10 Risques et incertitudes du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Colabor, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Colabor à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Saisonnalité

Un exercice financier standard de Colabor est composé de treize périodes de quatre semaines chacune; les trois premiers trimestres sont chacun composés de trois périodes et le dernier trimestre, de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre. Les trimestres et les exercices financiers terminés le 26 décembre 2020 et le 28 décembre 2019 comptaient respectivement 16 semaines pour le trimestre et 52 semaines pour la période de 12 mois.

Ainsi, les ventes et le résultat net de la Société sont proportionnellement moins élevés aux premier, deuxième et troisième trimestres et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33 % plus de périodes d'opération que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, le volume des ventes du premier trimestre est normalement moins élevé en comparaison aux autres trimestres. Voir la section 2.2. Développements d'entreprise de 2020 pour les impacts liés à la pandémie de la Covid-19 (« pandémie »).

Finalement, le fonds de roulement évolue généralement au cours de l'exercice financier en raison de la nature saisonnière des activités, principalement au printemps et à l'été ainsi que durant les périodes de Fêtes (c.-à.-d. Noël et Pâques). Afin de répondre à la demande saisonnière accrue, les besoins en stocks augmentent ainsi que les clients et autres débiteurs. La facilité de crédit est utilisée au besoin pour supporter la fluctuation de cette activité saisonnière.

Les actions de Groupe Colabor Inc. se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « GCL » tandis que ses débetures convertibles se négocient sous le symbole « GCL.DB.A ».

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site Web de Colabor à www.colabor.com. L'information sur le site Web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.

2. À propos de Colabor

2.1 Aperçu du profil de la Société

Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est une société qui effectue la distribution et la commercialisation de produits alimentaires et de produits liés à l'alimentation dans l'est du Canada dans les créneaux de l'hôtellerie, de la restauration, des marchés institutionnels (« HRI ») et celui du marché de détail. Colabor exerce présentement ses activités dans deux secteurs, soit le secteur Distribution et le secteur Grossiste.

A. Secteur Distribution

Les activités du secteur Distribution comprennent la distribution de produits alimentaires et connexes dans les créneaux de l'HRI et celui du marché de détail. Dans ce secteur, la Société distribue des produits spécialisés tels que les viandes, les poissons et les fruits de mer (« Distribution spécialisée ») ainsi que des produits généralisés alimentaires et connexes (« Distribution broadline »). Ces différents types de produits sont regroupés sous un seul secteur en raison de leur similitude au niveau de la nature des produits, du type de clients et des méthodes de distribution.

i. Distribution broadline

Québec

Les activités de la distribution au Québec se font par l'entremise de sa division Colabor Distribution Alimentaire (« CDA »). Il est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans les régions de Québec, du Saguenay, de la Mauricie, du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord et dans une moindre mesure, au Nouveau-Brunswick. CDA distribue plus de 12 000 produits depuis ses deux entrepôts stratégiquement situés à Lévis et à Rimouski. Sa clientèle, de près de 5 000 clients, se compose principalement de restaurants, d'exploitants de services alimentaires, de magasins d'alimentation spécialisés, de comptes institutionnels tels des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients du commerce de détail. CDA offre une gamme complète de produits, dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires. Elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

CDA a obtenu au cours de l'exercice 2020 la certification Safe Quality Food (« SQF »), une norme spécifique à la salubrité alimentaire pour le secteur de l'entreposage et de la distribution afin d'être en mesure de confirmer auprès des clients que ses produits sont manipulés et distribués en respectant les normes les plus strictes sur le plan mondial. Cette norme SQF comprend le système *Hazard Analysis Critical Control Point* (« HACCP ») auquel on a ajouté des outils de gestion afin d'assurer son maintien et son amélioration continue. CDA a entamé ce tournant afin de démontrer à sa clientèle actuelle et future tout son sérieux à vouloir offrir une gamme de services qui atteint les plus hauts standards de sécurité alimentaire et de qualité.

Ontario

Dans le cadre de la transformation des activités de Colabor, des changements ont été apportés aux activités de distributions de l'Ontario. Se référer à la rubrique 2.2 Développements d'entreprise de 2020 pour plus de détails.

ii. Distribution spécialisée

Les Pêcheries Norref Québec Inc. (« Norref »)

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec. Norref est reconnue comme le plus important distributeur de ce genre au Québec.

Norref exploite un centre de distribution à Montréal et détient une certification HACCP et une approbation fédérale lui permettant de vendre à l'échelle nationale. Norref distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer frais et surgelés. La clientèle de Norref est diversifiée et se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels et de poissonneries.

Viandes Lauzon (« Lauzon »)

La division Lauzon effectue la préparation et la transformation de viandes de qualité supérieure pour les provinces du Québec et de l'Ontario et est un important distributeur des marques de bœuf de grande notoriété telles que Boeuf Québec et Excel Premium Beef ainsi que sa marque privée Signature. Lauzon est réputée, entre autres, pour ses produits, son expertise et pour un service à la fois efficace et souple au secteur HRI, du marché de détail et industriel. Lauzon mène ses activités dans une usine située à Montréal et détient une certification HACCP ainsi qu'une approbation fédérale lui permettant de vendre ses produits à l'échelle nationale.

B. Secteur Grossiste

Les activités du secteur Grossiste comprennent la vente de produits généralisés alimentaires et connexes à des distributeurs à partir de son centre de distribution de Boucherville. Les ventes du Grossiste sont constituées de produits alimentaires et non alimentaires fournis à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaire dans les secteurs des services alimentaires et du commerce de détail pour la province de Québec et les provinces de l'Atlantique.

2.2 Développements d'entreprise de 2020

Au cours de l'exercice 2020, les événements suivants ont eu un impact sur le développement général et les opérations de la Société ou témoignent de l'évolution du plan d'optimisation et de croissance de Colabor.

Activités de Distribution broadline en Ontario

Le 8 janvier 2020, la Société a annoncé la consolidation des activités de Distribution broadline de la division Summit Foods (« division Summit ») en Ontario vers son centre de distribution de Mississauga résultant ainsi en la fermeture des centres de distribution de London et d'Ottawa le 9 février 2020 et le 2 mars 2020, respectivement. Cette décision s'arrime avec la cessation d'un commun accord du contrat d'approvisionnement entre Colabor et Recipe Unlimited (« Recipe ») qui a eu lieu de façon graduelle au cours du premier trimestre de 2020.

Le 11 mai 2020, la Société a annoncé la clôture de la vente de la majorité des actifs de sa division Summit pour une somme de 9,5 millions \$ sujet à certains ajustements après la clôture ainsi qu'une contrepartie éventuelle en fonction du niveau de ventes au cours des 12 prochains mois. Une somme de 7,7 millions \$ a été reçue lors de la clôture de la transaction et un montant net de 0,4 million \$ a été reçu lors de la finalisation du fonds de roulement. Le montant résiduel sera reçu au cours des prochains mois lorsque les ajustements finaux seront connus. La vente comprend les activités des restaurants indépendants et en franchises, ainsi que certains actifs et employés de ventes. La fermeture du centre de distribution de Mississauga a eu lieu en juillet 2020. La Société a signé une entente de sous-location de ce centre pour la durée restante du bail, le 21 septembre 2020. La Société s'est également défaite de ses obligations liées aux ententes de location pour les centres de London et Ottawa en décembre 2020.

La Société a reclassé à titre d'activités abandonnées les résultats et les flux de trésorerie des exercices courant et précédent de cette division, séparément des activités poursuivies de la Société. Se référer à la rubrique 4 Activités abandonnées pour plus de détails.

Option d'achat de Dubé & Loiselle inc.

Le 24 février 2020, Colabor a annoncé qu'elle avait décidé de ne pas exercer l'option pour acquérir Dubé & Loiselle inc. selon les modalités et conditions convenues dans l'entente originale.

Refinancement

Le 18 février 2021, la Société a conclu une nouvelle facilité de crédit garantie de premier rang d'un montant total de 80,0 millions \$ comprenant un crédit rotatif de 50,0 millions \$, dont 5,0 millions \$ en marge de crédit d'exploitation et un prêt à terme de 30,0 millions \$. La facilité porte intérêt au coût des fonds majorés de 1,75 % à 3,25 % selon les ratios de levier financier de la Société et vient à échéance en février 2025. La facilité est garantie par ses filiales et prévoit des limites quant aux opérations et aux activités, particulièrement en ce qui a trait aux placements autorisés ainsi qu'à certains ratios financiers surtout liés au BAIIA ajusté consolidé, aux charges financières et à la dette totale. Le prêt à terme est remboursable d'un montant de 3,0 millions \$ par année. De gré à gré, la facilité de crédit peut être augmentée de 20,0 millions \$. Cette facilité remplace la facilité existante.

Le 18 février 2021, la Société a aussi conclu une entente pour une nouvelle dette subordonnée d'un montant de 20,0 millions \$, dont 15,0 millions \$ qui a été déboursé à la signature de l'entente et un solde de 5,0 millions \$ qui est disponible jusqu'en février 2022 au gré de la Société. La dette subordonnée porte intérêt au taux de 7,25 % à 8,25 % selon les ratios de levier financier de la Société et vient à échéance en février 2026.

Ce refinancement a servi à rembourser le solde de 12,0 millions \$ de la dette subordonnée au 26 décembre 2020 et servira au rachat des débiteures convertibles. À cet effet, en date du 18 février 2021, la Société a annoncé son intention de procéder au rachat anticipé de la totalité des débiteures convertibles émises et en circulation en date du 23 mars 2021.

Ce refinancement permettra à la Société de répondre aux besoins potentiels de liquidités supplémentaires résultant des projets d'investissements futurs.

Changement à l'équipe de direction

Le 26 mai 2020, M. François R. Roy a été élu à titre d'administrateur de la Société. Le conseil d'administration a nommé M. Roy président du comité d'audit à compter de cette même date.

Le 30 juillet 2020, la Société a annoncé la démission de M. Pierre Gagné à titre de premier vice-président et chef de la direction financière. La Société continue, accompagnée par un cabinet de recrutement, son processus de sélection afin de remplacer M. Gagné. Mme Marie-France Laberge, contrôleur corporatif, assume actuellement le rôle de chef de la direction financière par intérim.

Mise à jour relative aux répercussions de la pandémie de Covid-19 sur les activités et résultats

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a annoncé que le virus de la Covid-19 constituait une pandémie mondiale. Cette pandémie a forcé les gouvernements à l'échelle mondiale à mettre en œuvre des mesures d'urgence, tels l'interdiction de voyager, la fermeture des services non essentiels, le confinement des citoyens et la distanciation sociale, se traduisant ainsi par un ralentissement économique. La Société, en tant que distributeur alimentaire, est considérée comme un service essentiel et a continué ses activités et à desservir ses clients actuels, incluant les hôpitaux, CHSLD, bases militaires, banques alimentaires et des organismes à but non lucratif tout en ayant mis en place différentes mesures afin de protéger ses clients, fournisseurs et ses employés. Ces mesures, qui pour la plupart continuent à être appliquées, incluaient entre autres les suivantes :

- L'adoption du travail à domicile pour la majorité des employés de bureau;
- Restriction au niveau des déplacements pour les représentants des ventes et de bureau;
- Des mesures de distanciation sociale pour tous les employés; et,

- De nouvelles mesures d'hygiène et de sécurité accrues pour nos livreurs et personnels d'entrepôts.

À partir de la fin du premier trimestre de 2020, la pandémie a eu des impacts sur nos activités et résultats d'exploitation en raison des facteurs suivants :

- Un ralentissement économique qui a touché la plupart des secteurs de l'économie;
- Des coûts supplémentaires, incluant une augmentation des créances douteuses de 0,6 million \$ suite à la fermeture temporaire de certains de nos clients;
- Une diminution des ventes pour notre clientèle de restauration causée par la fermeture des salles à manger sur une base intermittente au cours de l'exercice, compensée en partie par une augmentation des ventes dans notre réseau de détail;
- Des mises à pieds temporaires ou des réductions d'heures de travail de nos employés, une diminution temporaire de la rémunération de l'équipe de direction et du conseil d'administration; et,
- L'obtention de la nouvelle subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC ») et de la nouvelle subvention d'urgence du Canada pour le loyer (« SUCL ») ont permis à Colabor de faire face aux défis que pose la pandémie et qui seraient disponibles jusqu'en juin 2021.

La Société n'est pas en mesure à l'heure actuelle d'estimer de façon fiable les effets de la pandémie sur ses résultats financiers futurs, étant donné les incertitudes qui demeurent quant à l'ampleur et aux répercussions économiques de la pandémie et des mesures évolutives prises par les gouvernements. Bien que la pandémie continuera d'avoir des répercussions sur les ventes et sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ dans les prochains mois, compte tenu des mesures sanitaires exigées par la santé publique, Colabor ne s'attend pas à une incidence négative importante sur ses liquidités disponibles. Tel qu'indiqué précédemment, la Société a signé des nouvelles ententes de crédit en février 2021 qui, combinés aux résultats de l'exercice, permettront à Colabor de poursuivre son plan stratégique. Nos équipes continuent d'être proactives afin de saisir les opportunités qui pourraient se présenter.

2.3 Stratégies de développement et perspectives d'avenir

Colabor a pour principaux objectifs financiers d'accroître sa rentabilité et conséquemment de créer de la valeur pour ses actionnaires. En 2020, le plan stratégique afin d'atteindre les objectifs s'articulait sur les piliers suivants :

1. Accroître les activités de Distribution
 - Croissance stratégique basée sur des catégories stratégiques (protéines, fruits et légumes) et repositionner ses marques privées;
 - Améliorer la part du portefeuille existant de la clientèle et l'étendue des territoires au Québec.
2. Améliorer l'efficacité
 - Évaluer et capitaliser sur les alternatives stratégiques de certains actifs;
 - Optimiser les processus de gestion interne dans un cadre d'amélioration continue afin de réduire les coûts des unités d'affaires.
3. Prioriser l'engagement des employés
 - Mettre en place de nouveaux outils permettant une communication organisationnelle améliorée;
 - Améliorer l'efficacité du processus d'intégration et de formation.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Évolution du plan 2020

Lors du premier semestre de 2020, afin de se concentrer davantage sur ses créneaux porteurs, Colabor a cessé graduellement et terminé de servir le client Recipe le 2 mars 2020. La Société a ensuite procédé à la fermeture des centres de distribution de London et d'Ottawa en février et mars 2020, respectivement, ainsi que la fermeture du centre de distribution de Mississauga en juillet 2020. L'annonce de la vente de la majorité des actifs de la division Summit, tel que décrit ci-dessus, s'inscrit aussi dans cette optique de capitaliser sur nos ressources et sur nos actifs plus stratégiques.

En 2020, la Société a continué sa transformation, débutée en 2019, de sa structure divisionnaire à une structure fonctionnelle dans le secteur de la Distribution et a continué de déployer des mesures d'optimisation de ses opérations, ce qui a eu pour effet de diminuer ses charges opérationnelles.

En 2020, Colabor a déployé une nouvelle plateforme intégrée de gestion des ressources humaines facilitant ainsi la communication organisationnelle et améliorant l'expérience employé. Nous avons aussi amélioré nos capacités de télétravail et développé de nouveaux protocoles afin de préserver la santé et sécurité des employés.

Tel qu'expliqué précédemment à la section 2.2 Développements d'entreprise de 2020, la pandémie a eu un impact sur l'évolution du plan 2020, particulièrement au niveau de sa croissance, et continuera également d'impacter 2021.

Plan pour 2021

En 2021, le plan stratégique afin d'atteindre ses objectifs se définit dans la continuité de 2020 et s'articule sur les piliers suivants :

1. Accroître les activités de Distribution au Québec
 - Améliorer la part du portefeuille existant de la clientèle et l'étendue des territoires au Québec par croissance organique ou acquisitions;
 - Repositionner ses marques privées;
 - Améliorer la gestion des catégories (protéines, fruits et légumes).
2. Optimiser les processus
 - Standardiser et améliorer les processus de gestion interne afin de réduire les coûts des unités d'affaires.
3. Prioriser l'engagement des employés
 - Poursuivre le déploiement de la nouvelle plateforme intégrée de gestion des ressources humaines; et
 - Déploiement d'un protocole de retour sur les lieux de travail.

2.4 Indicateurs de performance financière clés

Indicateurs de performance (en milliers de \$, sauf le ratio d'endettement)	52 semaines	
	2020	2019 (redressés ⁽⁵⁾)
	\$	\$
Résultats et flux de trésorerie		
Ventes liées aux activités poursuivies	461 319	665 959
Résultat net lié aux activités poursuivies	3 798	7 502
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	28 913	27 648
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	37 299	31 456
Situation financière		
	Au 26 décembre 2020	Au 28 décembre 2019
Fonds de roulement ⁽²⁾	31 163	58 066
Ratio d'endettement ⁽³⁾	1.8x	2.6x
Dettes nettes ⁽⁴⁾	52 100	72 122

⁽¹⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se référer au tableau du rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté et à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS du rapport de gestion. Le BAIIA ajusté correspond au résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions. Le BAIIA ajusté de 2019 n'a pas été ajusté pour refléter les impacts de l'adoption de la norme IFRS 16.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul. Le fonds roulement exclut la portion court terme des débetures convertibles. Voir section 15 Événements postérieurs à la date de clôture.

⁽³⁾ Le ratio d'endettement est un indicateur de la capacité de la Société à s'acquitter de sa dette à long terme. Il est défini comme le ratio de la dette nette / BAIIA ajusté des 12 derniers mois. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS du rapport de gestion.

⁽⁴⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS du rapport de gestion. La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme, la dette à long terme et les débetures convertibles net de l'encaisse.

⁽⁵⁾ Certains chiffres correspondants ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées, voir rubrique 4 Activités abandonnées pour plus de détails.

Faits saillants de l'exercice 2020

- Les ventes consolidées se sont chiffrées à 461,3 millions \$, en baisse de 30,7 %, comparativement à l'exercice 2019 résultant principalement de la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée, des effets de la pandémie et par la perte de volume du secteur Distribution broadline provenant de la non-reconduction de contrats moins profitables.
- Le résultat net des activités poursuivies s'est établi à 3,8 millions \$, en baisse de 3,7 millions \$ comparativement à un résultat net de 7,5 millions \$ en 2019 résultant principalement de la diminution des ventes et par l'augmentation des frais non liés aux opérations courantes, mitigée par une amélioration de la marge brute et le déploiement de mesures d'optimisation.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des activités poursuivies a atteint 28,9 millions \$ ou 6,3 % des ventes des activités poursuivies comparativement à 27,6 millions \$ ou 4,2 % des ventes des activités poursuivies, une hausse de 4,6 %. Ces améliorations en pourcentage proviennent principalement par l'adoption de la norme IFRS 16, de l'obtention des subventions d'un montant de 7,1 millions \$ et le déploiement des mesures d'optimisation, mitigée par l'impact de la baisse des ventes reliées à la pandémie et l'effet du renversement de provisions expliqué par des règlements favorables de CNESST totalisant 0,5 million \$ lors de l'exercice 2019.
- La diminution de la dette nette⁽⁴⁾ qui se chiffre à 52,1 millions \$ au 26 décembre 2020 comparativement à 72,1 millions \$ pour la période correspondante 2019 entraîne un effet favorable sur le ratio d'endettement⁽³⁾ qui se chiffre à 1.8x au 26 décembre 2020, une amélioration par rapport à 2.6x à la fin de l'exercice 2019. En excluant l'impact de la norme IFRS 16 sur le BAIIA ajusté de 2020, soit une diminution des charges d'exploitation de 8,6 millions \$ pour l'exercice financier 2020, le ratio d'endettement au 26 décembre 2020 serait de 2.6x.

- Au 26 décembre 2020, le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 31,2 millions \$, en baisse par rapport à 58,1 millions \$ à la fin de l'exercice précédent. Cette variation s'explique essentiellement par l'arrêt des activités en Ontario et la réduction du niveau d'activités causée par la pandémie.

2.5 Faits saillants annuels des trois derniers exercices

Faits saillants financiers (en milliers de \$, sauf les données par actions et les pourcentages)	52 semaines		
	2020	2019	2018
	\$	(redressés ⁽³⁾) \$	(redressés ⁽³⁾) \$
Ventes liées aux activités poursuivies	461 319	665 959	676 065
Résultat net lié aux activités poursuivies	3 798	7 502	5 419
Résultat net lié aux activités abandonnées	(12 410)	225	(9 806)
BAIIA ajusté⁽¹⁾	28 913	27 648	25 945
Marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	6,3 %	4,2 %	3,8 %
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	0,04	0,08	0,05
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées	(0,12)	0,00	(0,09)
Total de l'actif	234 000	261 148	303 594
Passifs financiers à long terme⁽²⁾	11 860	67 502	111 658

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

⁽²⁾ Les passifs financiers à long terme comprennent la dette à long terme et les débiteures convertibles, à l'exception de l'exercice 2020 où les débiteures convertibles sont présentées dans les passifs courants étant donné leur échéance à court terme. Voir la section 15. Événements postérieurs à la date de clôture.

⁽³⁾ Certains chiffres correspondants ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées et les actifs et passifs détenus en vue de la vente, voir rubrique 4 Activités abandonnées pour plus de détails.

L'amélioration du résultat net lié aux activités poursuivies de l'exercice 2019 par rapport à 2018 s'explique principalement par une amélioration du BAIIA ajusté⁽¹⁾, une diminution de l'amortissement de 1,0 million \$ et des charges financières de 0,8 million \$.

La diminution des ventes liées aux activités poursuivies de l'exercice 2019 par rapport à 2018 s'explique par la perte de volume du secteur Distribution broadband provenant de la non-reconduction de contrats moins profitables.

La croissance du BAIIA ajusté⁽¹⁾ et de la marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ pour l'exercice 2019 par rapport à 2018 s'explique essentiellement par le déploiement de mesures d'optimisation des opérations et par le plan de rationalisation qui a débuté à la fin de l'exercice 2018 et qui s'est poursuivi en 2019 permettant ainsi de réduire les charges opérationnelles.

La diminution des passifs à long terme au 28 décembre 2019 par rapport à l'exercice précédent s'explique par un remboursement de 10,0 millions \$ de la dette subordonnée et une réduction du solde de la facilité de crédit de 32,0 millions \$ au cours de l'exercice 2019 suite au montant reçu de la vente de la division Viandes Décarie et aux flux de trésorerie générés par les opérations courantes.

3. Résultats d'exploitation et financiers

3.1 Résultats d'exploitation

Sommaire des résultats d'exploitation du quatrième trimestre pour les 16 semaines et de la période cumulative de 52 semaines

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2020	2019	Écart	2020	2019	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Ventes	133 317	192 900	(30,9)	461 319	665 959	(30,7)
Coût des marchandises vendues	110 898	161 630	(31,4)	384 500	562 322	(31,6)
Charges d'exploitation	14 960	23 082	(35,2)	47 906	75 989	(37,0)
Charges opérationnelles	125 858	184 712	(31,9)	432 406	638 311	(32,3)
BAIIA ajusté⁽¹⁾	7 459	8 188	(8,9)	28 913	27 648	4,6
Marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	5,6 %	4,2 %		6,3 %	4,2 %	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

3.1.1 Ventes sectorielles

Ventes consolidées du quatrième trimestre pour les 16 semaines et de la période cumulative de 52 semaines

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2020	2019	Écart	2020	2019	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	86 451	134 070	(35,5)	309 258	491 359	(37,1)
Secteur Grossiste	58 775	75 821	(22,5)	192 388	229 973	(16,3)
Éliminations intersectorielles et autres	(11 909)	(16 991)	29,9	(40 327)	(55 373)	27,2
Ventes	133 317	192 900	(30,9)	461 319	665 959	(30,7)

Les ventes consolidées du quatrième trimestre étaient de 133,3 millions \$ comparativement à 192,9 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une diminution de 30,9 %.

- La baisse des ventes du secteur Distribution de 35,5 % s'explique par un montant de 20,5 millions \$ lié à la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée, un montant de 3,5 millions \$ suite à la décision de cesser de desservir certains contrats moins profitables au cours du quatrième trimestre de 2019 dans la Distribution broadline, ainsi qu'à la baisse du volume reliée à la pandémie pour notre clientèle de la restauration et chaînes, compensée en partie par l'augmentation du volume provenant de notre clientèle de détails et institutionnels.
- Les ventes du secteur Grossiste ont diminué de 22,5 % et s'explique par une baisse de volume reliée à la pandémie et par une baisse des ventes intersectorielles mitigée en partie par la croissance de certains clients moins touchés par les effets de la pandémie et par de nouveaux clients.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont diminué de 5,1 millions \$ ou 29,9 % qui s'expliquent essentiellement par l'arrêt des activités en Ontario et par la diminution du volume de la Distribution broadline au Québec tel que décrit ci-dessus.

Les ventes consolidées cumulatives pour l'exercice 2020 étaient de 461,3 millions \$ comparativement à 666,0 millions \$ lors de l'exercice précédent, soit une diminution de 30,7 %.

- La baisse des ventes du secteur Distribution de 37,1 % s'explique par un montant de 84,0 millions \$ lié à la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée, un montant de 27,1 millions \$ suite à la décision de cesser de desservir certains contrats moins profitables au cours du quatrième trimestre de 2019 dans la Distribution broadline, ainsi qu'à la baisse du volume relié à la pandémie pour notre clientèle de la restauration, compensée en partie par l'augmentation du volume provenant de notre clientèle de détails.
- Les ventes du secteur Grossiste ont diminué de 16,3 % et s'explique par une baisse de volume reliée à la pandémie et par une baisse des ventes intersectorielles mitigée en partie par la croissance de certains clients moins touchés par les effets de la pandémie et par de nouveaux clients.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont diminué de 15,1 millions \$ ou 27,2 % qui s'expliquent essentiellement par l'arrêt graduel des activités en Ontario et la diminution du volume du secteur Distribution broadline au Québec tel que décrit ci-dessus.

3.1.2 Charges opérationnelles

Charges opérationnelles du quatrième trimestre pour les 16 semaines et de la période cumulative de 52 semaines

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2020	2019	Écart	2020	2019	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	81 728	130 611	(37,4)	291 022	474 082	(38,6)
Secteur Grossiste	54 071	69 005	(21,6)	175 395	212 315	(17,4)
Éliminations intersectorielles et autres	(9 941)	(14 904)	33,3	(34 011)	(48 086)	29,3
Charges opérationnelles⁽¹⁾	125 858	184 712	(31,9)	432 406	638 311	(32,3)

⁽¹⁾ Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

Les charges opérationnelles consolidées du quatrième trimestre étaient de 125,9 millions \$ comparativement à 184,7 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une diminution de 31,9 %, en lien avec la baisse des coûts des marchandises vendues reliée à la diminution des ventes et à une amélioration de la marge brute, l'adoption de la norme IFRS 16, une diminution des charges salariales et autres dépenses provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et l'obtention des subventions.

- Les charges opérationnelles du secteur Distribution ont diminué de 37,4 % provenant essentiellement de la baisse des coûts de marchandises vendues reliée à la diminution des ventes et une amélioration de la marge brute suite à la décision de cesser de desservir certains contrats moins profitables et la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée ainsi qu'une diminution des charges d'exploitation de 1,9 million \$ provenant de l'adoption de la norme IFRS 16, une diminution des charges salariales et autres dépenses provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et par les subventions d'un montant de 1,4 million \$ acquises au cours du quatrième trimestre.
- Les charges opérationnelles du secteur Grossiste ont diminué de 21,6 % en lien avec la baisse des coûts de marchandises vendues reliée à la diminution des ventes, une diminution des charges d'exploitation de 0,7 million \$ provenant de l'adoption de la norme IFRS 16, une diminution des charges salariales provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et par les subventions d'un montant de 0,2 million \$ acquises au cours du quatrième trimestre.

- Les éliminations intersectorielles et autres ont diminué de 33,3 % provenant principalement de la diminution des ventes intersectorielles tel qu'expliqué précédemment et par les subventions d'un montant de 0,2 million \$ acquises au cours du quatrième trimestre.

Les charges opérationnelles consolidées pour l'exercice 2020 étaient de 432,4 millions \$ comparativement à 638,3 millions \$ lors l'exercice précédent, soit une diminution de 32,3 %, en lien avec la baisse des coûts des marchandises vendues reliée à la diminution des ventes et à une amélioration de la marge brute, l'adoption de la norme IFRS 16, une diminution des charges salariales et autres dépenses provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et l'obtention des subventions.

- Les charges opérationnelles du secteur Distribution ont diminué de 38,6 % provenant essentiellement de la baisse des coûts de marchandises vendues reliée à la diminution des ventes, une amélioration de la marge brute suite à la décision de cesser de desservir certains contrats moins profitables et à la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée, une diminution des charges d'exploitation de 6,3 millions \$ provenant de l'adoption de la norme IFRS 16, une diminution des charges salariales et autres dépenses provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et par les subventions de 5,5 millions \$ acquises au cours de l'exercice, mitigée par l'effet défavorable du renversement de provisions expliqué par des règlements favorables de CNESST totalisant 0,5 million \$ lors de l'exercice 2019.
- Les charges opérationnelles du secteur Grossiste ont diminué de 17,4 % en lien avec la baisse des coûts de marchandises vendues reliée à la diminution des ventes, une diminution des charges d'exploitation de 2,3 millions \$ provenant de l'adoption de la norme IFRS 16, une diminution des charges salariales provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et par les subventions de 0,8 million \$ acquises au cours de l'exercice 2020.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont diminué de 29,3 % et provient de la réduction des ventes intersectorielles ainsi que par une diminution des frais corporatifs. La baisse des frais corporatifs s'explique essentiellement par une diminution de la charge salariale provenant des mesures prises reliées à la pandémie, soit des mises à pieds temporaires ou des réductions d'heures de travail et par la réduction temporaire de la rémunération de l'équipe de direction et du conseil administration et par les subventions d'un montant de 0,8 million \$ acquises.

3.1.3 BAIIA ajusté

BAIIA ajusté du quatrième trimestre pour les 16 semaines et de la période cumulative de 52 semaines

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2020 \$	2019 \$	Écart %	2020 \$	2019 \$	Écart %
Secteur Distribution	4 723	3 459	36,5	18 236	17 277	5,6
Secteur Grossiste	4 704	6 816	(31,0)	16 993	17 658	(3,8)
Éliminations intersectorielles et autres	(1 968)	(2 087)	5,7	(6 316)	(7 287)	13,3
BAIIA ajusté⁽¹⁾	7 459	8 188	(8,9)	28 913	27 648	4,6
Marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	5,6 %	4,2 %		6,3 %	4,2 %	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2020 était de 7,5 millions \$ comparativement à 8,2 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une diminution de 8,9 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté⁽¹⁾ ont atteint 5,6 % par rapport à 4,2 % lors de la période correspondante de 2019. Ces variations s'expliquent essentiellement par l'amélioration de la marge brute suite aux décisions de cesser de desservir des clients moins profitables, par le déploiement de mesures d'optimisation des opérations, l'adoption de la norme IFRS 16 qui a réduit les charges opérationnelles des deux secteurs de 2,6 millions \$, la diminution des charges salariales provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et les subventions de 1,8 million \$ acquises, mitigée par la baisse des ventes reliée à la pandémie :

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Distribution a augmenté de 1,3 million \$, ou 36,5 %. En pourcentage des ventes, la marge du BAIIA ajusté s'est améliorée et s'établit à 5,5 % comparativement à 2,6 % en 2019 provenant de l'amélioration de la marge brute tel qu'expliqué précédemment, le déploiement de mesures d'optimisation, l'adoption de la norme IFRS16 qui a réduit les charges opérationnelles de 1,9 million \$, la diminution des charges salariales et autres dépenses provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et des subventions d'un montant de 1,4 million \$, mitigée par la baisse des ventes reliées à la pandémie.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Grossiste a diminué de 2,1 millions \$, ou 31,0 % et s'explique essentiellement par une diminution des ventes de 22,5 % tel qu'expliqué précédemment, mitigé par l'adoption de la norme IFRS 16 qui a réduit les charges opérationnelles, la diminution des charges salariales provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et les subventions acquises au cours du quatrième trimestre.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des éliminations intersectorielles et autres du quatrième trimestre 2020 est similaire à celui du trimestre correspondant de 2019.

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ pour l'exercice 2020 a atteint 28,9 millions \$ comparativement à 27,6 millions \$ lors de l'exercice précédent, soit une augmentation de 4,6 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté⁽¹⁾ ont atteint 6,3 % par rapport à 4,2 % lors de l'exercice précédent, et s'explique essentiellement par l'amélioration de la marge brute suite aux décisions de cesser de desservir des clients moins profitables, par le déploiement de mesures d'optimisation des opérations, l'adoption de la norme IFRS 16 qui a réduit les charges opérationnelles des deux secteurs de 8,6 millions \$, la diminution des charges salariales provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie et des subventions de 7,1 millions \$ acquises, mitigée par la baisse des ventes reliée à la pandémie et par l'effet défavorable du renversement de provisions provenant de règlements favorables de CNESSST totalisant 0,5 million \$ lors de l'exercice 2019 :

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Distribution a augmenté de 1,0 million \$, ou 5,6 %, malgré une diminution des ventes de 37,1 %. De plus, en pourcentage des ventes, la marge du BAIIA ajusté s'est amélioré et s'établit à 5,9 % comparativement à 3,5 % en 2019 provenant de l'amélioration de la marge brute tel qu'expliqué précédemment, l'adoption de la norme IFRS16 qui a réduit les charges opérationnelles de 6,3 millions \$, la diminution des charges salariales et autres dépenses provenant des mesures prises dans le cadre de la pandémie, le déploiement de mesures d'optimisation et les subventions acquises, mitigée par la baisse des ventes reliée à la pandémie.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Grossiste a diminué de 0,7 million \$ ou 3,8 % et s'explique principalement par la diminution des ventes de 16,3 %, mitigé par la diminution des charges salariales suite aux mesures prises dans le cadre de la pandémie, l'adoption de la norme IFRS16 qui a réduit les charges opérationnelles, le déploiement de mesures d'optimisation et des subventions acquises.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des éliminations intersectorielles et autres a augmenté de 1,0 million \$ et s'explique essentiellement par une diminution des frais corporatifs en lien avec la pandémie tel qu'expliqué précédemment.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

3.1.4 Frais non liés aux opérations courantes

Frais non liés aux opérations courantes du quatrième trimestre pour les 16 semaines et de la période cumulative de 52 semaines

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2020	2019	Écart	2020	2019	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Primes de séparation	328	266	23,3	511	444	15,1
Provision pour mauvaises créances	—	—	—	626	—	—
Autres	16	437	(96,3)	674	437	54,2
Frais non liés aux opérations courantes	344	703	(51,1)	1 811	881	105,6

Au cours des exercices 2020 et 2019, la Société a procédé à certains changements au niveau de ses effectifs afin d'optimiser davantage ses activités d'exploitation entraînant ainsi des primes de séparation.

Une provision additionnelle pour mauvaises créances d'un montant de 0,6 million \$ a été comptabilisée au cours de l'exercice 2020 liée aux conséquences de la pandémie suite à la fermeture temporaire ou définitive de certains de nos clients principalement dans le domaine de la restauration.

Les autres frais non liés aux opérations courantes représentent principalement des frais juridiques et autres charges en lien avec des activités non-récurrentes ainsi que la radiation de la valeur de l'option de Dubé & Loiselle inc. à la suite de la décision de la Société de ne pas l'exercer au cours du premier trimestre 2020, mitigée par le règlement favorable d'une provision pour baux déficitaires.

3.1.5 Amortissements

Amortissements du quatrième trimestre pour les 16 semaines et de la période cumulative de 52 semaines

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2020	2019	Écart	2020	2019	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	1 004	852	17,8	2 877	2 812	2,3
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 632	2 083	(21,7)	5 570	6 793	(18,0)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 120	—	100,0	6 665	—	100,0
Amortissements	4 756	2 935	62,0	15 112	9 605	57,3

Pour le quatrième trimestre et l'exercice 2020, la charge d'amortissements est en hausse de 62,0 % et 57,3 %, respectivement comparativement à 2019 et s'explique par l'adoption de la norme IFRS 16. Se référer à la rubrique 13 Nouvelle convention comptable adoptée au cours de l'exercice en cours.

3.1.6 Charges financières

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2020 \$	2019 \$	Écart %	2020 \$	2019 \$	Écart %
Intérêts sur la facilité de crédit	148	260	(43,1)	822	1 673	(50,9)
Intérêts sur la dette subordonnée	307	488	(37,1)	1 009	1 812	(44,3)
Intérêts effectifs sur les débentures	993	993	—	3 227	3 227	—
Intérêts sur les obligations locatives	465	—	—	1 552	—	—
Autres	61	68	(10,3)	102	311	(67,2)
Charges financières	1 974	1 809	9,1	6 712	7 023	(4,4)

Les charges financières du quatrième trimestre de 2020 ont augmenté à 2,0 millions \$ comparativement à 1,8 million \$ pour la période correspondante de 2019 et s'explique par l'augmentation des charges financières à la suite de l'adoption de la norme IFRS 16 pour un montant de 0,4 million \$, mitigée par la diminution de notre niveau d'endettement.

Pour l'exercice 2020, les charges financières ont diminué à 6,7 millions \$ comparativement à 7,0 millions \$ pour la période correspondante de 2019 en lien avec la diminution de notre niveau d'endettement, mitigée par l'augmentation des charges financières à la suite de l'adoption de la norme IFRS 16 pour un montant de 1,5 million \$.

3.1.7 Impôts sur le résultat

Aux quatrièmes trimestres de 2020 et 2019, le recouvrement d'impôts était de 0,3 million \$ et 0,7 million \$, respectivement. La variation provient essentiellement de la hausse du résultat avant impôts.

Pour l'exercice 2020, la charge d'impôt a atteint 1,2 million \$, comparativement à 2,6 millions \$ lors de l'exercice 2019. La variation provient essentiellement de la diminution du résultat avant impôts.

3.1.8 Résultat net

Résultat net du quatrième trimestre pour les 16 semaines et de la période cumulative de 52 semaines

(en milliers de dollars, sauf le résultat net par action et les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2020 \$	2019 \$	Écart %	2020 \$	2019 \$	Écart %
Résultat net lié aux activités poursuivies	620	1 945	(68,1)	3 798	7 502	(49,4)
Résultat net lié aux activités abandonnées	191	(2 233)	(108,6)	(12 410)	225	(5 615,6)
Résultat net	811	(288)	(381,6)	(8 612)	7 727	(211,5)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	0,01	0,02	(50,0)	0,04	0,08	(50,0)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées	—	(0,02)	(100,0)	(0,12)	—	—
Résultat net par action de base et dilué	0,01	—	—	(0,08)	0,08	(200,0)

Le résultat net lié aux activités poursuivies du quatrième trimestre était de 0,6 million \$ ou 0,01 \$ par action, en baisse par rapport à 1,9 million \$ ou 0,02 \$ par action, lors de la période correspondante de l'exercice précédent. La variation s'explique par la baisse du BAIIA ajusté⁽¹⁾ tel qu'expliqué précédemment, la hausse de la charge d'amortissement, mitigée par la baisse des frais non liés aux opérations courantes et la charge d'impôt. Le résultat net du quatrième trimestre est de 0,8 million \$, ou 0,01 \$ par action, en hausse de 1,1 million \$ par rapport à (0,3) million \$, ou 0,00 \$ par action, lors de la période correspondante de 2019. La variation s'explique par les éléments ci-haut mentionnés et par la diminution de 2,4 millions \$ du résultat net lié aux activités abandonnées telle qu'expliquée à la rubrique 4 Activités abandonnées. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période est de 101 640 026 comparativement à 101 639 418 lors de la période correspondante de 2019.

Le résultat net cumulatif lié aux activités poursuivies pour l'exercice 2020 a atteint 3,8 millions \$ ou 0,04 \$ par action, en baisse par rapport à 7,5 millions \$ ou 0,08 \$ par action, lors de l'exercice précédent. La variation s'explique par la hausse de la charge d'amortissement et des frais non liés aux opérations courantes, mitigée par la hausse du BAIIA ajusté⁽¹⁾ et la diminution des charges financières et de la charge d'impôts. Le résultat net pour l'exercice 2020 s'est établi à (8,6) millions \$, ou (0,08) \$ par action, en baisse de 16,3 millions \$ par rapport à 7,7 millions \$, ou 0,08 \$ par action lors de l'exercice précédent. La variation s'explique principalement par les éléments mentionnés précédemment et par la hausse de 12,6 millions \$ de la perte nette liée aux activités abandonnées telle qu'expliquée à la rubrique 4 Activités abandonnées. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période est de 101 640 026 comparativement à 101 346 836 lors de la période correspondante de 2019.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 « Mesures de performance non conformes aux IFRS ».

3.2. Situation financière

Le tableau qui suit présente les principaux éléments des actifs et passifs courants consolidés qui composent le fonds de roulement⁽²⁾ de la société.

(en milliers de dollars)

	Au 26 décembre 2020 \$	Au 28 décembre 2019 \$	Écart \$
Actifs courants			
Clients et autres débiteurs	34 416	72 643	(38 227)
Stocks	35 266	67 747	(32 481)
Actifs courants	69 682	140 390	(70 708)
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	38 519	82 324	(43 805)
Fonds de roulement⁽²⁾	31 163	58 066	(26 903)

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. La Société calcule son fonds de roulement tel que décrit ci-dessus. Le fonds de roulement exclut la portion court terme des débetures convertibles. Voir rubrique 15 Événements postérieurs à la date de clôture. Voir la rubrique 1 Portée du rapport de gestion pour plus d'information sur la saisonnalité des ventes.

Au 26 décembre 2020, le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 31,2 millions \$, en baisse de 26,9 millions \$ par rapport à la fin de l'exercice. La réduction s'explique de la façon suivante :

Clients et autres débiteurs

Le solde des clients et autres débiteurs sont en baisse de 38,2 millions \$ par rapport au 28 décembre 2019, provenant de la vente des actifs et la fin des opérations de la division de l'Ontario pour un montant de 24,4 millions \$, combiné à la baisse des ventes relié à la pandémie au cours du quatrième trimestre.

Stocks

Le solde des stocks est en baisse de 32,5 millions \$ par rapport au 28 décembre 2019. Cette réduction provient de la vente des actifs et la fin des opérations de la division de l'Ontario pour un montant de 25,5 millions \$ et la baisse du niveau d'inventaire relié à une demande moindre causée par la pandémie.

Fournisseurs et autres créditeurs

Le solde des fournisseurs et autres créditeurs est en baisse de 43,8 millions \$ par rapport au 28 décembre 2019 provenant essentiellement de la vente des passifs et la fin des opérations de la division de l'Ontario pour un montant de 23,4 millions \$, combiné à la baisse des stocks relié à la pandémie.

3.3. Autres variations importantes de la situation financière

Le tableau suivant présente les autres éléments importants de la situation financière de la Société au 26 décembre 2020 et leurs écarts par rapport à l'exercice financier se terminant le 28 décembre 2019.

(en milliers de dollars)

	Au 26 décembre 2020 \$	Au 28 décembre 2019 \$	Écart \$
Immobilisations corporelles	6 122	10 486	(4 364)
Immobilisations incorporelles	26 569	31 461	(4 892)
Actifs au titre de droits d'utilisation	38 450	—	38 450
Actifs d'impôts différés	6 351	2 295	4 056
Dette à long terme	11 860	20 909	(9 049)
Obligations locatives	41 633	—	41 633
Débentures convertibles	49 812	49 576	236
Obligation au titre de la retraite	2 887	1 553	1 334
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	88 567	100 103	(11 536)

Immobilisations corporelles

La réduction des immobilisations corporelles provient essentiellement de l'amortissement, ainsi que du reclassement des véhicules routiers détenus au titre de location-financement vers les actifs au titre de droits d'utilisation suite à l'adoption d'IFRS 16.

Immobilisations incorporelles

La réduction des immobilisations incorporelles provient essentiellement de l'amortissement.

Actifs au titre de droits d'utilisation

L'augmentation des actifs au titre de droits d'utilisation provient de l'adoption de la norme IFRS 16 qui est expliquée plus en détails à la rubrique 13 Nouvelle convention comptable adoptée au cours de l'exercice en cours.

Actifs d'impôts différés

L'augmentation des actifs d'impôts différés provient essentiellement de la création d'attributs fiscaux au cours de la période en lien avec les pertes d'exploitation.

Dette à long terme

La réduction de la dette à long terme provient essentiellement de la hausse des flux de trésorerie générés par les opérations courantes permettant de rembourser la facilité de crédit pour un montant de 2,0 millions \$ et 3,0 millions \$ de la dette subordonnée.

Obligations locatives

L'augmentation des obligations locatives provient de l'adoption de la norme IFRS 16 qui est expliquée plus en détails à la rubrique 13 Nouvelle convention comptable adoptée au cours de l'exercice en cours.

Capitaux propres attribuables aux actionnaires

La diminution des capitaux propres attribuables aux actionnaires provient principalement du résultat net de l'exercice combinée à l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur le solde d'ouverture.

3.4. Données liées aux actions en circulation

Le tableau suivant présente les données sur les actions et options de la Société au 24 février 2021. Se reporter aux notes 9, 19 et 21 des états financiers consolidés audités pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le nombre d'options)

	Nombre d'actions / options	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions ordinaires participantes à droit de vote	101 681 285	256 300
Options sur les actions participantes à droit de vote		
Options en circulation	2 658 982	
Options pouvant être exercées	1 471 436	

3.5. Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésorerie consolidés du quatrième trimestre pour les 16 semaines et de la période cumulative de 52 semaines.

(en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2020 \$	2019 \$	2020 \$	2019 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	11 231	7 905	37 299	31 456
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(492)	(548)	(1 453)	(1 601)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(7 327)	(24 278)	(19 520)	(48 586)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies	3 412	(16 921)	16 326	(18 731)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées	(405)	(2 548)	(1 697)	7 510
Trésorerie et équivalent de trésorerie (endettement bancaire) au début	6 187	14 034	(5 435)	5 786
Trésorerie et équivalent de trésorerie (endettement bancaire) à la fin	9 194	(5 435)	9 194	(5 435)

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont atteint 11,2 millions \$ pour le quatrième trimestre, par rapport à 7,9 millions \$ pour le trimestre 2019. Cette hausse s'explique principalement par une utilisation inférieure du fonds de roulement⁽²⁾, par le reclassement aux activités de financement des paiements de contrats simple à la suite de l'adoption de la norme IFRS 16, mitigée par la baisse du BAIIA ajusté⁽¹⁾.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont atteint 37,3 millions \$ pour l'exercice 2020 par rapport à 31,5 millions \$ pour la période correspondante en 2019. Cette hausse s'explique principalement par une utilisation inférieure du fonds de roulement⁽²⁾, par le reclassement aux activités de financement des paiements de contrats simple à la suite de l'adoption de la norme IFRS 16 et par la hausse du BAIIA ajusté⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement pour le quatrième trimestre et l'exercice 2020 sont de (0,5) million \$ et (1,5) million \$, respectivement, soit similaires aux périodes correspondantes de 2019.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement du quatrième trimestre sont de (7,3) millions \$, en baisse par rapport à (24,3) millions \$ pour la période correspondante en 2019. La variation provient principalement du remboursement de 3,0 millions \$ de la dette subordonnée et des paiements en vertu de contrats de location selon IFRS 16 au cours du quatrième trimestre 2020, comparativement à un remboursement de 17,5 millions \$ de la facilité de crédit et un remboursement de 5,0 millions \$ de la dette subordonnée lors de la période correspondante de 2019.

Pour l'exercice 2020, les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont de (19,5) millions \$ par rapport à (48,6) millions \$ en 2019. La variation provient essentiellement du remboursement de 3,0 millions \$ de la dette subordonnée, ainsi que 2,0 millions \$ de la facilité de crédit au cours de l'exercice 2020 et des paiements en vertu de contrats de location selon IFRS 16, comparativement à un remboursement de 10,0 millions \$ de la dette subordonnée, ainsi que 32,0 millions \$ de la facilité de crédit au cours de 2019 suite à la vente de la division Viandes Décarie.

Paievements exigibles

Les flux de trésorerie non actualisés, incluant capital et intérêts liés aux passifs de la Société comportent les échéances suivantes :

(en milliers de dollars)

Obligations contractuelles	Total \$	Paievements exigibles par période			
		Moins de 1 an \$	De 1 à 3 ans \$	De 3 à 5 ans \$	5 ans et plus \$
Fournisseurs et autres créditeurs	38 519	38 519	—	—	—
Obligations locatives	48 587	10 360	13 787	8 789	15 651
Dette subordonnée	12 877	780	12 097	—	—
Débiteures convertibles (valeur nominale)	52 384	52 384	—	—	—
Engagements	724	459	240	25	—
	153 091	102 502	26 125	8 814	15 651

3.6. Ressources en capital

Au cours de l'exercice 2021, la Société prévoit avoir besoin de liquidités afin de financer principalement :

- ses investissements en immobilisations corporelles;
- ses opportunités d'investissements; et
- ses obligations contractuelles.

Les sources de financement internes et externes disponibles sont :

- les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation; et
- la portion de la facilité de crédit non utilisée.

Au 26 décembre 2020, la Société respectait tous ses engagements bancaires.

La Société s'attend à être en mesure de rencontrer ses obligations des 12 prochains mois par l'utilisation des flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation à l'exception des débentures convertibles qui viennent à échéance en octobre 2021. Tel que mentionné à la section 2.2 Développements d'entreprise de 2020, la Société a conclu en février 2021 des nouvelles ententes de financement permettant le rachat complet des débentures convertibles. Ce rachat devrait se conclure en mars 2021.

Au 26 décembre 2020, la Société disposait des sources de financements suivantes. Voir la rubrique 2.2 Développements d'entreprise de 2020 pour plus de détails sur les nouvelles ententes de financement conclues après la date de clôture.

Facilités de crédit

La facilité de crédit est composée d'un crédit rotatif d'un montant maximal de 90,0 millions \$, incluant une marge de crédit d'exploitation de 13,5 millions \$. Au 26 décembre 2020, la facilité de crédit n'est pas utilisée. Au 28 décembre 2019, les montants empruntés sur la facilité de crédit portaient intérêts à des taux se situant entre 3,55 % et 3,66 %. La Société a l'obligation de respecter un ratio de couverture des charges fixes. Au 26 décembre 2020, ce ratio était respecté et la disponibilité de la facilité de crédit était de 30,0 millions \$ compte tenu des actifs présents à cette date. Cette facilité de crédit a pris fin le 18 février 2021 au moment du refinancement, lequel est plus amplement décrit à la rubrique 2.2 Développements d'entreprise de 2020.

Au 26 décembre 2020, des lettres de garantie d'emprunt totalisant 1,0 million \$ (1,0 million \$ au 28 décembre 2019) étaient utilisées pour supporter la location d'un centre de distribution de la Société.

Dettes subordonnées

Selon les termes de l'entente initiale, la dette subordonnée avait une valeur nominale de 25,0 millions \$. Au cours de l'exercice 2020 et 2019, la Société a procédé au remboursement d'une tranche de 3 millions \$ et de deux tranches totalisant 10,0 millions \$, respectivement portant la valeur nominale à 12,0 millions \$. En vertu des termes de l'entente, les intérêts sur la dette sont payables mensuellement au taux de base de 7,0 % en 2020 (8,0 % en 2019). Le 29 mai 2020, la Société a signé une entente afin de prolonger l'échéance de sa dette subordonnée jusqu'au 15 février 2022 aux mêmes conditions. Cette dette a été remboursée à même le financement plus amplement décrit à la rubrique 2.2 Développements d'entreprise de 2020.

Débentures convertibles

Les débentures sont convertibles, au gré de leur porteur, en actions, au taux de conversion de 400 actions par tranche de 1 000 \$ de capital des débentures, soit un prix de conversion de 2,50 \$ par action (2,50 \$ par action en 2019). Le 18 février 2021, la Société a annoncé son intention de procéder au rachat anticipé de la totalité des débentures convertibles selon les modalités prescrites.

Les débentures ont une valeur nominale de 50,0 millions \$ et viennent à échéance au 13 octobre 2021, portant intérêt au taux de 6,0 % (6,0 % en 2019). En vertu des termes de l'entente, le taux effectif des débentures est de 6,55 % (6,55 % en 2019).

Capital-actions

Le capital-actions de Colabor est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées pouvant être émises en série, toutes sans valeur nominale. Le sommaire des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions qui se rattachent aux actions ordinaires et aux actions privilégiées de Colabor est présenté à la Notice annuelle de Colabor datée du 26 février 2021 et qui est accessible via le site Web de SEDAR au www.sedar.com.

4. Activités abandonnées

Tel que mentionné à la section 2.2 Développements d'entreprise de 2020, le 11 mai 2020, la Société a annoncé la clôture de la vente de la majorité des actifs de sa division Summit. La Société a reclassé à titre d'activités abandonnées les résultats et les flux de trésorerie des exercices courant et précédent de la division Summit séparément des activités poursuivies de la Société.

Les activités abandonnées de 2019 incluent également les activités de sa division Viandes Décarie. Le 10 mai 2019, la Société a conclu la vente des actifs de sa division Viandes Décarie pour la somme de 20,1 millions \$ incluant les ajustements finaux liés au fonds de roulement, dont une somme de 17,8 millions \$ a été reçue au moment de la clôture de la transaction. La somme résiduelle représentant un solde de prix de vente à recevoir sera remboursable sur une durée maximale de cinq ans suivant les termes de l'entente, dont 0,6 million \$ reçu à ce jour.

Produit de disposition et valeur comptable des actifs nets cédés

(en milliers de dollars)

	\$
Produit de disposition	9 457
Valeur comptable des actifs et passifs disposés :	
Clients et autres débiteurs	3 709
Stocks	6 903
Frais payés d'avance	661
Actifs au titre de droits à l'utilisation	3 037
Fournisseurs et autres créditeurs	(2 389)
Obligations locatives	(3 037)
	8 884
Frais de transaction	(474)
Gain sur disposition	99

Sommaire des résultats des activités abandonnées

Le résultat net des activités abandonnées se détaille comme suit :
(en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Ventes	—	118 650	68 822	431 503
Coût des marchandises vendues	—	107 338	62 408	390 006
Marge brute	—	11 312	6 414	41 497
Charges d'exploitation	74	14 118	9 348	49 560
Amortissements	456	125	2 263	225
Frais non liés aux opérations courantes	(1 289)	—	11 014	(7 799)
Pertes de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	—	170	—	243
Résultat opérationnel	759	(3 101)	(16 211)	(732)
Charges financières	85	39	493	140
Résultat avant impôts	674	(3 140)	(16 704)	(872)
Charges (recouvrement) d'impôts	483	(907)	(4 294)	(1 097)
Résultat net des activités abandonnées	191	(2 233)	(12 410)	225

Ventes

Les ventes pour le quatrième trimestre et l'exercice 2020 sont de néant \$ et 68,8 millions \$ respectivement, en baisse par rapport à 118,7 millions \$ et 431,5 millions \$ lors des périodes correspondantes de l'exercice précédent. La réduction des ventes pour le quatrième trimestre provient de la vente de la majorité des actifs de la division Summit en mai 2020. La réduction des ventes pour l'exercice 2020 provient de la vente de la division Viande Décarie conclue le 10 mai 2019, lesquelles ventes pour l'exercice 2019 étaient de 37,4 millions \$. Les ventes de l'Ontario pour l'exercice 2020 se sont chiffrées à 68,9 millions \$ comparativement à 394,1 millions \$ en 2019. Cette baisse s'explique essentiellement par la fin des activités suite à la fin du contrat avec Recipe, par la vente du reste des activités de cette division, ainsi que par les effets de la pandémie.

Charges opérationnelles

Les charges d'exploitation provenant de l'Ontario pour le quatrième trimestre et l'exercice 2020 sont de néant \$ et 9,3 millions \$ respectivement, comparativement à 14,1 millions \$ et 47,0 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2019. Ces diminutions s'expliquent principalement par la fermeture graduelle de nos centres de distribution en Ontario, la fin du contrat avec Recipe et de la vente de certains actifs de la division Summit et par l'adoption de la norme IFRS 16. Les charges d'exploitation provenant de la division Viandes Décarie pour le quatrième trimestre et l'exercice 2019 se sont chiffrées à néant million \$ et 2,5 millions \$ respectivement.

BAIIA ajusté⁽¹⁾

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre s'est chiffré à (0,1) million \$, en hausse par rapport à (2,8) millions \$ lors de la période correspondante de l'exercice précédent et (2,9) millions \$ et (8,1) millions \$ pour l'exercice 2020 et 2019 respectivement, compte tenu de ce qui est mentionné précédemment.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Sommaire des frais non liés aux opérations courantes

Les frais non liés aux opérations courantes relatifs aux activités abandonnées se répartissent comme suit :

(en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Primes de séparation	(190)	—	7 741	—
Provision pour baux déficitaires	(205)	—	1 504	—
Provision pour désuétude des stocks et mauvaises créances	250	—	490	—
Gain sur disposition	(1 561)	—	(1 547)	(7 799)
Frais de fermeture et autres	417	—	2 826	—
Total	(1 289)	—	11 014	(7 799)

Les frais non liés aux opérations courantes pour 2020 résultent de la fermeture des centres de distribution situés à London et à Ottawa qui ont eu lieu en février et mars 2020, respectivement, ainsi que la fermeture du centre de distribution de Mississauga en juillet 2020. En 2020, la Société a comptabilisé une reprise de valeur d'un montant de 0,7 million \$. Les frais non liés aux opérations courantes de 2019 représentent le gain sur disposition réalisé sur la vente de la division Viandes Décarie.

Sommaire des flux de trésorerie des activités abandonnées

(en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	448	(2 224)	(5 593)	(8 836)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	19	(201)	7 614	16 745
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(872)	(123)	(3 718)	(399)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées	(405)	(2 548)	(1 697)	7 510

La variation nette de la trésorerie des activités abandonnées du quatrième trimestre de 2020 est de (0,4) million \$, par rapport à (2,5) millions \$ lors de la période de l'exercice précédent. Cette augmentation provient essentiellement des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles due à une utilisation inférieure du fond de roulement suite à la fermeture des activités en Ontario. La variation nette de la trésorerie des activités abandonnées pour la période de 52 semaines est de (1,7) million \$ par rapport à 7,5 millions \$ et provient essentiellement des activités d'investissement à la suite du montant reçu de 17,8 millions \$ lié à la vente de la division Viandes Décarie en 2019.

5. Résumé des derniers trimestres

Le tableau qui suit présente le résumé des résultats des huit derniers trimestres :

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2020				2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	(16 semaines) \$	(12 semaines) \$	(12 semaines) \$	(12 semaines) \$	(16 semaines) \$	(12 semaines) \$	(12 semaines) \$	(12 semaines) \$
Ventes⁽¹⁾	133 317	120 931	95 458	111 613	192 900	165 803	180 713	126 543
BAIIA ajusté⁽¹⁾	7 459	10 143	7 613	3 698	8 188	8 485	8 713	2 262
Frais non liés aux opérations courantes	344	(121)	508	1 080	703	—	178	—
Résultat net lié aux activités poursuivies⁽¹⁾	620	3 441	1 608	(1 871)	1 945	3 682	2 934	(1 059)
Résultat net lié aux activités abandonnées⁽¹⁾	191	(1 652)	(4 490)	(6 459)	(2 233)	(1 972)	6 105	(1 674)
Résultat net⁽¹⁾	811	1 789	(2 882)	(8 330)	(288)	1 710	9 039	(2 733)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	0,01	0,03	0,01	(0,02)	0,02	0,04	0,03	(0,01)
Résultat net par action de base et dilué	0,01	0,02	(0,03)	(0,08)	—	0,02	0,09	(0,03)

⁽¹⁾ Les ventes, le BAIIA ajusté et le résultat net ont été retraités pour reclasser les résultats de la division Viandes Décarie et les activités de l'Ontario à titre d'activités abandonnées. Se référer à la rubrique 4 Activités abandonnées.

Les ventes des huit derniers trimestres ont été touchées par divers facteurs, dont la non-reconduction de contrats moins profitables des activités Grossistes et de Distribution broadline au Québec à compter du quatrième trimestre 2019, par la fin d'un contrat dans la Distribution spécialisée au cours du premier trimestre 2020 et par la pandémie à compter du deuxième trimestre de l'exercice 2020. Le résultat net du premier trimestre de chaque exercice financier est généralement négativement impacté par son caractère saisonnier. Le résultat net du quatrième trimestre de 2019 ainsi que le premier trimestre 2020 ont été impactés négativement par les frais non liés aux opérations courantes. Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ des trimestres de 2020 inclut également l'impact de l'adoption de la norme IFRS 16.

6. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

BAIIA ajusté

Il s'agit d'une mesure couramment utilisée par la direction, ainsi que par les investisseurs et analystes afin d'évaluer la performance d'une entité et la capacité à générer des flux de trésorerie sur la base de ses activités courantes. Le BAIIA ajusté correspond au résultat net duquel les éléments suivants sont ajoutés : la charge d'amortissements, les frais non liés aux opérations courantes, ainsi que les charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions, les charges financières et les impôts sur les résultats.

Rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté

(en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Résultat net lié aux activités poursuivies	620	1 945	3 798	7 502
Charges (recouvrement) d'impôts	(320)	741	1 171	2 605
Charges financières	1 975	1 808	6 712	7 023
Résultat opérationnel	2 275	4 494	11 681	17 130
Charges relatives au régime de rémunération à base d'actions	84	56	309	32
Frais non liés aux opérations courantes	344	703	1 811	881
Amortissements	4 756	2 935	15 112	9 605
BAIIA ajusté	7 459	8 188	28 913	27 648

Dette nette

La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme, la dette à long terme et les débetures convertibles, net de l'encaisse tel que présenté dans les états consolidés de la situation financière de Colabor.

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette :

(en milliers de dollars)

	Au 26 décembre 2020 \$	Au 28 décembre 2019 \$
Endettement bancaire (encaisse)	(9 712)	1 579
Portion à court terme de la dette à long terme	—	2 983
Dette à long terme ⁽¹⁾	12 000	17 984
Débetures convertibles	49 812	49 576
Dette nette	52 100	72 122

⁽¹⁾ Suite à l'adoption de la norme IFRS 16, les passifs liés aux contrats de location-acquisition ne sont plus inclus dans la dette long terme mais au titre d'obligations locatives au bilan au 26 décembre 2020. Voir rubrique 13 Nouvelle convention comptable adoptée au cours de l'exercice en cours.

Ratio d'endettement

Le ratio d'endettement correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté provenant des activités poursuivies des douze derniers mois. Se référer au tableau de la rubrique 5 Résumé des derniers trimestres.

7. Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées de la Société sont constituées de ventes survenues avec Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Les opérations ont été effectuées conformément aux différents contrats régissant les relations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc., dans le cours normal des affaires.

Transactions avec Dubé & Loiselle inc., une entité détenue par un administrateur de la Société

(en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Ventes	5 323	10 159	15 884	26 936
Clients et autres débiteurs, nets des remises à payer			187	447
Option d'achat de Dubé & Loiselle inc.			—	500

8. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligation relative à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de crédit bancaire de l'ordre de 1,0 million \$, soutenant la location d'un des centres de distribution de la Société.

9. Éventualité

Au cours du troisième trimestre de 2019, une poursuite de 7,7 millions \$ a été intentée par un client contre la Société alléguant un défaut aux termes de l'entente. La Société entend se défendre vigoureusement.

10. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle datée du 26 février 2021 la « Notice » et accessible sur le site web SEDAR à www.sedar.com et sur le site web de la Société au www.colabor.com. Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.

11. Estimations et jugements significatifs

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction de la Société pose un certain nombre de jugements et des estimations quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces jugements et estimations sont fondés sur les faits et l'information obtenue dont dispose la direction. La direction révisé à chaque date de clôture ses jugements et estimations. Les résultats réels peuvent différer des jugements, estimations et hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés.

L'information sur les jugements et les estimations significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous :

Remises des fournisseurs

La Société constate les remises des fournisseurs en estimant le degré d'atteinte des conditions donnant droit aux remises.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière en fonction de l'utilité prévue des actifs de la Société. Les résultats réels peuvent toutefois être différents en raison d'obsolescence technique, particulièrement en ce qui a trait au matériel informatique et aux logiciels de distribution.

Obligation au titre de la retraite

La direction procède à une estimation annuelle de son obligation au titre de la retraite avec le soutien d'actuaire indépendants; toutefois, le résultat réel peut différer en raison d'incertitudes liées à l'estimation. L'estimation de son obligation au titre de la retraite est fondée sur des taux d'inflation et de mortalité jugés raisonnables par la direction. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société à des facteurs actuariels. Les taux d'actualisation sont déterminés vers la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entités de haute qualité et libellées dans la même monnaie que les prestations à verser et ayant des échéances similaires à celles du passif lié à la retraite connexe. Il existe des incertitudes quant aux estimations qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations de la Société au titre des prestations constituées.

Actifs d'impôts différés

L'évaluation de la probabilité du bénéfice imposable futur pour lequel les actifs d'impôts différés pourront être utilisés s'appuie sur les dernières prévisions budgétaires approuvées de la Société, lesquelles sont ajustées pour tenir compte des charges et des produits significatifs non imposables ainsi que sur les limites d'utilisation des pertes non utilisées. Si une prévision positive de bénéfice imposable indique qu'il est probable que les actifs d'impôts différés soient utilisés, plus particulièrement si cette utilisation n'est soumise à aucune limite de temps, ces actifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés en entier. La direction pose ainsi un jugement quant à l'existence de bénéfices imposables suffisants auxquels ces éléments pouvant être imputés en tenant compte de certaines limites juridiques ou économiques ou à des incertitudes et des faits et des circonstances propres à chacun.

Perte de valeur

Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable. La direction détermine la valeur recouvrable en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou UGT, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses clés relativement aux résultats opérationnels futurs, tels que le taux de croissance ou décroissance des ventes, du ratio du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement ainsi que du taux d'actualisation. Ces hypothèses clés se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements significatifs aux actifs de la Société au cours des prochains exercices.

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation comporte l'estimation de l'ajustement approprié pour tenir compte du risque du marché et d'un ajustement approprié pour les facteurs de risque propres aux actifs.

12. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction ainsi que la contrôleur corporatif et chef de la direction financière par intérim ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 26 décembre 2020. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) est efficace. Pour la période de 52 semaines close le 26 décembre 2020, le président et chef de la direction ainsi que la contrôleur corporatif et chef de la direction financière par intérim ont aussi évalué qu'il n'y a eu aucune modification du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière, ni des contrôles et procédures de communication de l'information financière ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes et procédures.

13. Nouvelle convention comptable adoptée au cours de l'exercice en cours

IFRS 16 Contrats de location

Convention comptable

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 laquelle remplacera IAS 17 Contrats de location. IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative, éliminant ainsi la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement.

De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location; établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles; modifie la comptabilisation des accords de cession-bail; conserve en grande partie l'approche d'IAS 17 pour la comptabilisation des contrats de location par le bailleur et présente de nouvelles obligations d'information.

IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. L'obligation locative est égale à la valeur actuelle nette des paiements de loyers futurs actualisés au taux implicite du contrat de location, s'il est possible de le déterminer ou au taux marginal de la Société. Les paiements de loyers futurs incluent les éléments suivants :

- Les paiements fixes et les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- Le prix d'exercice de l'option d'achat lorsque la Société a une certitude raisonnable de l'exercer; et
- Les pénalités en cas de résiliation du contrat de location, si la Société prévoit résilier avant la fin de l'échéance.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût comprenant le montant de l'obligation locative initiale ajusté des paiements de location versés avant ou à la date de prise en effet du contrat ainsi que des avantages incitatifs, des coûts directs initiaux et des coûts de restauration, s'il y a lieu. Par la suite, les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût moins l'amortissement et les pertes cumulées. Ils sont amortis sur le moindre de la durée du contrat ou de la durée d'utilité du bien sous-jacent.

La Société utilise l'exemption permise pour les contrats de location dont l'actif sous-jacent a une faible valeur et ceux dont la durée est inférieure à douze mois.

En mai 2020, l'IASB a publié également « Allègements de loyer liés à la COVID-19 (projet de modification d'IFRS 16) » qui vient modifier la norme de telle manière que les preneurs puissent bénéficier de l'exemption d'apprécier si un allègement de loyer lié à la COVID-19 constitue une modification du contrat de location. Parallèlement l'IASB a également publié une proposition de mise à jour de la taxonomie IFRS afin de tenir compte de ce projet de modification. Cette modification n'a pas eu d'impact pour la Société sur les états financiers consolidés.

Incidence de l'adoption d'IFRS 16

La Société a adopté la norme IFRS 16 le 29 décembre 2019 et a choisi l'approche rétrospective modifiée. La Société a comptabilisé l'effet cumulatif de l'application initiale en tant qu'ajustement dans le déficit au 29 décembre 2019 sans retraitement des chiffres de la période comparative. À la date d'adoption, l'obligation locative des contrats de location classés antérieurement à titre de contrat de location simple en vertu IAS 17 *Contrats de location* correspond à la valeur actuelle des paiements de location restants actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat ou au taux marginal de la Société comme le permet IFRS 16. La Société a fait le choix d'évaluer l'actif au titre de droits d'utilisation à un montant équivalent à l'obligation locative y afférente.

Lors de l'application initiale, la Société s'est prévaluée des mesures de simplification suivantes qui sont permises par IFRS 16 :

- Conserver l'ancienne définition d'un contrat de location pour les contrats en vigueur à la date d'application initiale permettant de ne pas réévaluer tous les contrats;
- Appliquer la norme à un portefeuille de contrats de location ayant des caractéristiques similaires ainsi que de lui appliquer un taux d'actualisation unique. Cette mesure a été utilisée pour les contrats de véhicules;
- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif lié au titre de droits d'utilisation; et
- Utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location.

L'ajustement aux capitaux propres du début correspond à la baisse de valeur de 3,3 millions \$, nette de l'impôt différé de 0,7 million \$ comptabilisée sur les actifs au titre de droits d'utilisation dont la juste valeur était inférieure à la valeur comptable.

L'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur le bilan de la Société au 29 décembre 2019 :

(en milliers de dollars)

	Solde au 28 décembre 2019	Adoption d'IFRS 16	Solde redressé au 29 décembre 2019
Actif	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	10 486	(2 940)	7 546
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	57 437	57 437
Actifs d'impôts différés	2 295	734	3 029
Total	12 781	55 231	68 012
Passif			
Portion à court terme de la dette long terme	2 983	(1 004)	1 979
Portion à court termes des obligations locatives	—	11 941	11 941
Dette à long terme	17 926	(2 963)	14 963
Obligations locatives	—	49 831	49 831
Total	20 909	57 805	78 714
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	100 103	(2 574)	97 529

Pour calculer les obligations locatives, la Société a utilisé ses taux d'emprunt marginaux au 29 décembre 2019. Le taux d'actualisation utilisé pour les bâtisses est de 3,58 % et celui des véhicules est de 5,98 %. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont liés à des contrats relatifs à des bâtisses pour 41,7 millions \$ et à des véhicules pour 15,7 millions \$.

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre les obligations locatives comptabilisées au 29 décembre 2019 et les contrats de location simple inclus dans la note 19 *Contrats de location et engagements* de l'états financiers consolidés 2019 en vertu de l'IAS 17 au 28 décembre 2019 :

(en milliers de dollars)

	\$
Engagements découlant de contrats de location simple au 28 décembre 2019	48 520
Impact de l'actualisation au taux d'emprunt marginal	(9 296)
Ajout: contrats de location-financement au 29 décembre 2019	3 967
Déduction : contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	(76)
Ajout : options de renouvellement ayant une certitude raisonnable d'être exercées	19 606
Déduction : contrats de services au 29 décembre 2019 exclus de IFRS 16	(950)
Obligations locatives comptabilisés au 29 décembre 2019	61 771
Obligations locatives à court terme	11 941
Obligations locatives à long terme	49 830
	61 771

L'adoption d'IFRS 16 a eu les impacts suivants au cours du quatrième trimestre et l'exercice clos le 26 décembre 2020 :

(en milliers de dollars)

	16 semaines		Total
	Activités	Activités	
	poursuivies	abandonnées	
	\$	\$	\$
Diminution des charges d'exploitation	(2 643)	(949)	(3 592)
Augmentation des charges financières	440	82	522
Augmentation des amortissements	2 120	456	2 576

	52 semaines		Total
	Activités	Activités	
	poursuivies	abandonnées	
	\$	\$	\$
Diminution des charges d'exploitation	(8 617)	(2 909)	(11 526)
Augmentation des charges financières	1 477	452	1 929
Augmentation des amortissements	6 666	1 937	8 603

14. Instruments financiers

A) Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des clients et autres débiteurs, de l'endettement bancaire, des fournisseurs et autres crédeurs ainsi que de la portion à court terme de la dette à long terme est comparable à la valeur comptable en raison des courtes échéances, donc la valeur temps de l'argent est non significative.

La valeur comptable et la juste valeur des autres instruments financiers dans les états consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)

	Au 26 décembre 2020		Au 28 décembre 2019	
	Valeur comptable \$	Juste valeur \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
Passifs financiers				
Courants				
Débitures convertibles	49 812	49 500	—	—
Non courants				
Dette subordonnée	11 860	11 969	14 963	14 957
Débitures convertibles	—	—	49 576	42 260
	61 672	61 469	64 539	57 217

La juste valeur de la dette subordonnée a été déterminée en actualisant les flux monétaires futurs au taux de 6,5 % (6,5 % au 28 décembre 2019), soit le taux en vigueur de la dette subordonnée.

La juste valeur des débitures convertibles a été déterminée en fonction du cours auquel elles se transigent au 26 décembre 2020.

Évaluation de la juste valeur

Lorsqu'elle évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif, la Société se base le plus possible sur des données observables du marché. Les justes valeurs sont présentées selon la hiérarchie des justes valeurs, qui regroupe trois niveaux selon l'importance des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur de ces éléments. Les trois niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur sont les suivants :

- Niveau 1 : prix cotés (non réajustés) sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;
- Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables.

Au 26 décembre 2020, la Société a classé l'évaluation de la juste valeur des passifs présentés dans le tableau ci-dessus comme suit : débitures convertibles (niveau 1) et dette subordonnée (niveau 2). Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de l'exercice 2020.

B) Gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations, de ses activités d'investissement et de ses activités de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société et vise à protéger la Société contre les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risque de taux d'intérêt

La facilité de crédit porte intérêt à un taux variable et expose donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt. Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt à des taux variables.

Le solde de la facilité de crédit ayant été remboursé en totalité au cours du premier trimestre 2020, une variation raisonnablement possible selon la conjoncture actuelle du marché de 1,0 % du taux préférentiel bancaire n'aurait pas eu d'incidence significative sur le résultat net en 2020 et 2019.

Risque de crédit

La valeur comptable des clients et autres débiteurs et des autres actifs aux états consolidés de la situation financière représente le montant maximal du risque de crédit auquel la Société est exposée.

Le risque de crédit de la Société provient principalement des comptes clients et autres actifs. Le risque de crédit lié aux comptes clients est généralement diversifié. La Société exige un cautionnement ou une lettre de crédit bancaire pour certains de ses clients. Au 26 décembre 2020, la Société détient des garanties pour 1,8 % des comptes clients (1,0 % au 28 décembre 2019). De plus, à la suite de la pandémie, les termes de paiement de certains clients ont été modifiés pour des paiements d'avance ou sur livraison afin de minimiser les risques de crédit. Une dépense de mauvaises créances d'un montant de 0,6 million \$ a été comptabilisée pour l'exercice 2020 à la suite de la fermeture temporaire de certains de nos clients dans le domaine de la restauration.

La politique de la Société consiste à soumettre chaque client à une procédure de vérification de son crédit.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts bancaires autorisés suffisants. La Société établit des prévisions budgétaires et prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations. Ces prévisions sont mises à jour sur une base régulière afin de prendre aussi en compte les impacts de la pandémie qui évoluent rapidement. Selon nos prévisions mises à jour avec l'information dont la direction dispose actuellement, la Société s'attend à être en mesure de rencontrer ses obligations des 12 à 15 prochains mois par l'utilisation des flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et de financement. Voir la rubrique 2.2 Développements d'entreprise de 2020 pour le financement qui a eu lieu le 18 février 2021.

15. Événements postérieurs à la date de clôture

Tel que mentionné précédemment à la rubrique 2.2 Développements d'entreprise de 2020, le 18 février 2021, la Société a conclu des nouvelles ententes de financement. De plus, la Société a annoncé, le 18 février 2020, son intention de racheter la totalité des débentures convertibles.